



2015/2095(INI)

11.12.2015

PROJET D'AVIS

de la commission du développement régional

à l'intention de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires
intérieures

sur la situation en Méditerranée et la nécessité d'une approche globale de la
migration
(2015/2095(INI))

Rapporteur pour avis: Andrea Cozzolino

PA_NonLeg

SUGGESTIONS

La commission du développement régional invite la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, compétente au fond, à incorporer dans la proposition de résolution qu'elle adoptera les suggestions suivantes:

1. estime que le défi migratoire actuel requiert une approche globale et intégrée accompagnée d'une coopération à plusieurs niveaux associant l'Union européenne, les États membres, les autorités régionales et locales, ainsi que la coordination avec toutes les parties prenantes concernées;
2. souligne que les migrants doivent être considérés non seulement comme un phénomène humanitaire, mais également comme une possibilité, pour l'Union, de renforcer son développement économique et social; invite les États membres et les autorités régionales et locales à plaider en faveur d'un train de mesures pérennes, telles que l'accès au marché de l'emploi;
3. rappelle que les migrants tendent à arriver et – en dépit des efforts de répartition équitable consentis par les autorités – à s'établir dans des zones urbaines; reconnaît le rôle important que jouent les villes à court, moyen et long terme en ce qui concerne l'accueil, l'hébergement et l'intégration des migrants;
4. applaudit aux conclusions formulées par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union le 27 novembre 2015 lors de la réunion ministérielle informelle sur la cohésion territoriale et la politique urbaine, qui envisage de fournir aux villes et aux communes un soutien adéquat leur permettant de gérer la situation des réfugiés, notamment en mobilisant les fonds Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) consacrés au développement urbain durable et en intégrant la question des migrations et de réfugiés dans le programme urbain de l'Union européenne;
5. approuve l'affectation des montants prévus au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) au cours de la période de programmation 2014-2020 à l'aide à l'intégration des migrants et, en particulier, le recours au FEDER pour financer des mesures d'urgence relatives à leur hébergement;
6. demande à la Commission et aux États membres de faire preuve de souplesse en ayant recours aux programmes existants pour relever les nouveaux défis auxquels doit faire face la politique de cohésion; se félicite que la Commission soit disposée à examiner les propositions avancées par les États membres pour tirer parti du soutien de l'Union et à étudier et à approuver sans délai les amendements déposés aux programmes opérationnels 2014-2020 en vue de mieux intégrer les migrants; invite par conséquent instamment les États membres à tirer parti des financements disponibles au titre des fonds ESI;
7. est d'avis que les fonds ESI, en synergie avec le Fonds "Asile, migration et intégration" (FAMI), constituent des outils utiles pour affronter l'envergure des défis migratoires dans des domaines tels que l'hébergement, la réinstallation, la formation professionnelle et les questions concernant la pauvreté;
8. invite la Commission à élaborer une approche à la migration similaire à celle de la

stratégie macro-économique; souligne que cette approche intégrée et globale devrait reposer sur INTERREG, inclure des objectifs spécifiques et faire appel à des instruments tels que l'investissement territorial intégré (ITI) et le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL);

9. invite instamment la Commission à exploiter autant que faire se peut ses compétences discrétionnaires, en vertu de l'article 23, paragraphes 9 à 14, du règlement portant dispositions communes (RPDC), concernant le volume et la portée de toute suspension d'engagements ou de paiements dans la politique de cohésion, lorsque les États membres ont besoin de financements supplémentaires pour l'hébergement et l'intégration d'un nombre important de migrants.